

*rein* à l'Autriche porterait un coup terrible au commerce et à l'industrie français, dont la prospérité règle les possibilités d'épargne des Français. La Russie a, par suite, une raison de plus de vouloir le maintien du *statu quo*.

En définitive, l'ensemble de ces considérations détermine cette forte conviction : sans commettre la plus inexcusable des fautes, la Russie ne peut pas permettre à l'empire allemand de porter atteinte, *de quelque façon que ce soit*, à l'intégrité de l'Autriche.

§ 3. — Les événements de Cisleithanie présentent pour la République française un intérêt extrême ; son existence, en tant que grande puissance, est en effet étroitement subordonnée à l'indépendance de l'Autriche.

Un grand nombre de Français sont loin d'attacher une pareille gravité aux conséquences possibles du démembrement de l'Autriche. Certains même l'envisagent avec satisfaction ; ils estiment que l'empire de François-Joseph contient tous les éléments d'une transaction avec l'Allemagne sur la question d'Alsace-Lorraine. M. Paul Fauchille, par exemple, le donne à entendre : « ... Un temps peut venir où, à la suite d'événements plus ou moins proches, la configuration de l'Europe se trouvera bouleversée, et dans ce bouleversement rien ne dit que certaines compensations territoriales, à ses yeux plus importantes, ne déterminent pas l'Allemagne à nous rendre nos provinces perdues (1) ! »

Cette façon d'envisager la situation de l'Europe centrale semble être fort répandue en France. Le Dr Hérold, l'un des *leaders* du peuple tchèque, en a été si frappé, au cours d'un de ses récents voyages à Paris, qu'à son retour à Prague, il a cru devoir mettre ses compatriotes en garde contre toute espérance ayant pour base la clairvoyance politique des Français.

(1) *Europe nouvelle*, n° 63, avril 1899.